

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/38/CAN
25 mai 1999

(99-2085)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais/français

SUBVENTIONS

Nouvelles notifications complètes présentées conformément à l'article XVI:1
du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

CANADA

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 avril 1999.

La notification du Canada comprend les programmes en faveur des produits agricoles et industriels, y compris l'aide à la recherche-développement, l'aide fédérale/provinciale à frais partagés et l'aide au développement régional. Le processus de notification a pour but de préciser le fonctionnement des programmes ou des mesures, dans un souci de transparence. À cet égard, conformément à l'article 25.7 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la notification des programmes ou des mesures ne préjuge ni de leur statut juridique, ni de leur nature, ni de leurs effets au regard dudit accord et du GATT de 1994.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. PROGRAMMES ÉCONOMIQUES DES AUTOCHTONES	4
II. PROGRAMME ENTREPRISE ATLANTIQUE.....	4
III. BUREAU DE PROMOTION DES INDUSTRIES DU BOIS (BPIB)	5
IV. INSTITUT CANADIEN DES RECHERCHES AVANCÉES	5
V. RÉSEAU CANADIEN POUR L'AVANCEMENT DE LA RECHERCHE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENSEIGNEMENT	6
VI. PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT À LA RECHERCHE- DÉVELOPPEMENT DANS LA TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS	7
VII. PROGRAMME DE PRODUCTIVITÉ DE L'INDUSTRIE DU MATÉRIEL DE DÉFENSE	7
VIII. ENTENTES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL/ ENTENTES-CADRES DE DÉVELOPPEMENT.....	8
IX. PROGRAMME DE COMMERCIALISATION DE TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES.....	8
X. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET RÉGIONAL	9
XI. PROGRAMME DE LA MICRO-ÉLECTRONIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES	10
XII. PROGRAMME NATIONAL DE DÉMONSTRATION DE RÉSEAUX D'ENTREPRISES.....	10
XIII. INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD DE L'ONTARIO	11
XIV. PROGRAMME D'ADAPTATION AUX FERMETURES DE BASES DE L'ONTARIO.....	11
XV. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS DE L'ONTARIO.....	12
XVI. PROGRAMME DES CAMPAGNES SECTORIELLES (INITIATIVES SECTORIELLES DE COMPÉTITIVITÉ).....	13
XVII. LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES.....	13
XVIII. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES POUR LE FLEUVE SAINT-LAURENT	14
XIX. PROGRAMME DES TECHNOLOGIES STRATÉGIQUES	14
XX. PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DE LA TECHNOLOGIE.....	15
XXI. PROGRAMME DE PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES	16
XXII. PROGRAMME D'AIDE À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE.....	16
XXIII. PROGRAMME D'AIDE DE L'AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE.....	17
XXIV. PROGRAMME DE COOPÉRATION	17

	<u>Page</u>
XXV. PROGRAMME DIVERSI-PÊCHES	18
XXVI. PRISOM	19
XXVII. PRIEM	19
XXVIII. ENTENTE AUXILIAIRE CANADA – QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS DU QUÉBEC	20
XXIX. FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL	21
XXX. PROGRAMME DE DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST	21
XXXI. IDÉE-PME	22
XXXII. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS (PDC).....	23
XXXIII. QUÉBEC CÔTIER.....	23
XXXIV. PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES CANADA	24
XXXV. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS - OUEST CANADIEN	25
XXXVI. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS - PROVINCES ATLANTIQUES.....	26
XXXVII. PROGRAMME CONCERNANT L'INDUSTRIE DE L'ENVIRONNEMENT	26
PROGRAMMES AGRICOLES.....	28
A. ÉLÉMENTS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU REVENU AGRICOLE.....	28
1. Assurance-récolte.....	28
2. Programme national tripartite de stabilisation.....	29
3. Subvention au lait de transformation	29
4. Programme de transition concernant les pommes.....	30
5. Initiatives provinciales concernant la protection du revenu	31
B. BÉTAIL ET PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE.....	31
1. Fonds de rajustement de l'aide au transport des céréales.....	31
C. CULTURES ET PRODUITS D'ORIGINE VÉGÉTALE	32
1. Mesures de soutien et d'adaptation en agriculture I et II	32
2. Programme d'accroissement des liquidités	33
3. Programme relatif aux paiements de transition du grain de l'Ouest.....	35
4. Programme d'ajustement concernant la luzerne déshydratée et le foin comprimé	36
5. Programme d'aide pour la mise en commun des frais de transport	36
TABLEAU 1 BILAN DES PRODUITS LAITIERS	38
TABLEAU 2 BILAN DE LA VIANDE PORCINE	39
TABLEAU 3 BILAN DE LA VIANDE DE BŒUF.....	39
TABLEAU 4 BILAN DE LA VIANDE DE VEAU	40
TABLEAU 5 BILAN DE LA VIANDE OVINE.....	40
TABLEAU 6 BILAN DES CÉRÉALES ET DES OLÉAGINEUX	41
TABLEAU 7 BILAN DES FRUITS FRAIS.....	45
TABLEAU 8 HARICOTS SECS	46

I. PROGRAMMES ÉCONOMIQUES DES AUTOCHTONES

1. Programmes: Programme de développement d'entreprises autochtones et d'entreprises en participation et Programme des sociétés de financement des autochtones.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ces programmes ont pour but d'accroître les activités d'entreprises commerciales appartenant à des autochtones de façon à leur permettre de faire un grand pas vers l'autonomie économique. Ils leur fournissent aide financière et conseils à différentes étapes et pour plusieurs aspects du développement de leur entreprise. On s'attend que les autochtones profitent grandement de ces programmes et que cela se traduise par une accélération de la création d'entreprises ainsi que par une viabilité, une croissance et un rendement accrus des entreprises.
4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions, remboursables ou non. Les programmes comportent un certain nombre d'éléments précis auxquels est associée une limite au titre du partage des frais. En 1996/97, la contribution moyenne représentait 32 pour cent du coût du projet.
6. Dans le cadre de ces programmes, l'aide est offerte pour le développement d'entreprises, d'entreprises en participation et de sociétés de financement appartenant à des autochtones.
7. Le Ministère de l'industrie a versé 40 140 588 dollars durant l'année financière 1995/96 et 24 505 075 dollars au cours de l'année financière 1996/97.
8. Les programmes ont été mis sur pied en 1990.

II. PROGRAMME ENTREPRISE ATLANTIQUE

1. Programme: Programme Entreprise Atlantique.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme visait à encourager la croissance économique à long terme de la région de l'Atlantique par des mesures d'aide qui encourageaient les dépenses d'équipement.
4. L'aide était offerte en vertu de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie, laquelle a été remplacée par la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide prenait la forme soit de contributions visant à réduire les charges d'intérêts à concurrence de 6 points de pourcentage, soit d'une assurance spéciale sur les prêts qui couvrait jusqu'à 95 pour cent de la valeur du prêt avec l'accord du Ministre des finances (la limite habituelle étant de 85 pour cent). Le prêteur était tenu de payer des frais annuels de 1 pour cent au titre de l'assurance.

6. Le Programme Entreprise Atlantique offrait une aide financière aux entreprises de la région de l'Atlantique qui œuvraient dans de nombreux secteurs industriels. Il était axé sur la mise en place d'installations économiquement viables ainsi que sur des projets de modernisation ou d'agrandissement qui n'auraient pas pu être réalisés autrement.
7. Les dépenses du Ministère de l'industrie ont totalisé 1 427 993 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 1 067 792 dollars pendant l'année financière 1996/97. Les dépenses de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique ont atteint 55 690 dollars pendant l'année financière 1995/96 et 4 100 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été mis sur pied en 1986. Le 31 décembre 1990 était la date limite fixée pour la présentation des engagements financiers du gouvernement.

III. BUREAU DE PROMOTION DES INDUSTRIES DU BOIS (BPIB)

1. Programme: Bureau de promotion des industries du bois.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme a pour but de soutenir les activités de développement du marché menées par les associations professionnelles, afin d'élargir la base des marchés étrangers; de réduire la dépendance des produits de base en bois, tels que le bois de sciage, le contreplaqué et autres panneaux dérivés du bois, à l'égard du marché nord-américain qui est très cyclique; d'améliorer l'accès aux marchés étrangers et d'encourager une meilleure utilisation des ressources par la production et l'exportation de produits dérivés du bois.
4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est accordée sous forme de contributions non remboursables au BPIB, organisme privé sans but lucratif basé au Québec. Le BPIB a pour rôle d'accroître la présence des producteurs de produits du bois de l'Est canadien sur les marchés étrangers, en particulier en Europe.
6. Ce programme fournit une aide aux projets visant à élargir le marché des industries des produits de base et des produits manufacturés dérivés du bois.
7. Les dépenses effectuées dans le cadre du programme ont totalisé 290 000 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 68 000 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été approuvé en novembre 1995 et la date limite fixée pour la présentation des engagements du gouvernement est décembre 1999.

IV. INSTITUT CANADIEN DES RECHERCHES AVANCÉES

1. Programme: Institut canadien des recherches avancées.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.

3. L'aide financière accordée dans le cadre de ce programme vise à accroître la productivité nationale dans les domaines de la recherche, du développement et de l'enseignement, à améliorer la productivité des industries de transformation et de services ainsi qu'à mettre au point les technologies d'information de l'avenir.
4. Le programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide financière est accordée à l'Institut canadien des recherches avancées, lequel est une institution privée sans but lucratif. De 1986 à 1993, l'aide a été offerte sous forme de dons. Depuis 1994, elle est accordée sous forme de contributions non remboursables. La méthode utilisée pour calculer l'aide fédérale a varié au fil des ans. Cette aide est actuellement calculée en fonction du moindre des montants suivants: a) 50 pour cent des coûts admissibles; b) 50 pour cent des revenus totaux de l'Institut provenant de sources autres que le gouvernement fédéral; ou c) un montant fixe (environ 3,5 millions de dollars).
6. L'Institut aide des réseaux de chercheurs exceptionnels de tout le Canada à se pencher sur des problèmes complexes d'ordre scientifique, social et économique qui risquent d'exister à long terme.
7. Les dépenses effectuées dans le cadre de ce programme se sont élevées à 3 361 342 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et à 3 500 000 dollars durant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été mis sur pied en 1986.

V. RÉSEAU CANADIEN POUR L'AVANCEMENT DE LA RECHERCHE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENSEIGNEMENT

1. Programme: Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Cet organisme sans but lucratif a pour objectif: a) d'accroître la productivité nationale dans les domaines de la recherche, du développement et de l'enseignement; b) d'améliorer la productivité des industries de transformation et de services; et c) de mettre au point les technologies d'information de l'avenir.
4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est accordée sous forme de contributions non remboursables. Elle peut atteindre 50 pour cent ou 100 pour cent des coûts admissibles, selon le type de projet.
6. L'aide financière est accordée à CANARIE Inc., organisme sans but lucratif chargé de planifier, de mettre en œuvre et de gérer le réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement, en ce qui concerne les projets de recherche-développement qui ont pour but de mettre au point les technologies d'information de l'avenir ainsi que de diffuser et d'appliquer ces technologies dans l'ensemble de l'industrie et sur la scène économique en général.
7. Les dépenses ont totalisé 19 351 013 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 19 996 303 dollars au cours de l'année financière 1996/97.

8. Le programme a été approuvé en avril 1993 et la date limite fixée pour la présentation des engagements du gouvernement est mars 1999.

VI. PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT À LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT DANS LA TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS

1. Programme: Programme d'encouragement à la recherche-développement dans la technologie des communications.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le programme avait pour objectifs d'aider les entreprises canadiennes à constituer une masse critique et à développer un savoir-faire unique et de les encourager à devenir des chefs de file dans le domaine de la technologie des médias, du transfert électronique de données et des communications de pointe.
4. Ce programme relevait de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie.
5. Le programme comportait plusieurs éléments; toutefois, le partage des frais correspondait en moyenne à 50 pour cent des coûts admissibles.
6. Ce programme avait pour but de promouvoir la croissance économique en encourageant les entreprises à mettre au point des technologies de communication et en les incitant à devenir compétitives ou à le demeurer.
7. Les dépenses ont totalisé 2 905 935 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 978 931 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été créé en 1992 et a pris fin en février 1995.

VII. PROGRAMME DE PRODUCTIVITÉ DE L'INDUSTRIE DU MATÉRIEL DE DÉFENSE

1. Programme: Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. L'objectif premier de ce programme est de favoriser la croissance économique du Canada en encourageant la production viable de matériel de défense ou de matériel connexe. Accessoirement, il a pour but de développer une base industrielle dans le domaine de la défense et d'entretenir un savoir-faire technologique en la matière.
4. Le programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions, remboursables dans certains cas, qui représentent jusqu'à 50 pour cent des coûts admissibles.
6. L'aide est accordée pour les activités suivantes: recherche-développement (matériel de défense et matériel connexe et technologies en la matière), établissement de fournisseurs canadiens qualifiés, aide financière (acquisition de biens d'équipement perfectionnés et modernisation des capacités de fabrication ou de conception) et

études de faisabilité commerciale (spécifications des produits et caractéristiques des marchés).

7. Les dépenses ont totalisé 93 017 872 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 1 732 102 dollars au cours de l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été mis en place en 1959 et a depuis lors été modifié à de nombreuses reprises. Il n'y a pas eu de nouveaux engagements financiers depuis le 1er mars 1995.

VIII. ENTENTES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL/ ENTENTES-CADRES DE DÉVELOPPEMENT

1. Programme: en 1984, le gouvernement fédéral a négocié et signé une série d'ententes-cadres avec chaque province. Le programme est également administré par un organisme de développement régional.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ces ententes ont pour but d'améliorer le développement économique et régional de chaque province et d'instaurer un environnement permettant à chaque province de réaliser son potentiel économique grâce, notamment, au renforcement de la compétitivité de chacune, au développement et au renforcement des entreprises et à la création d'emplois.
4. Ces ententes relevaient de la Loi sur le Ministère de l'industrie et des lois antérieures.
5. Toutes les ententes étaient coprésidées par les provinces et l'aide prenait la forme de dons, de contributions, remboursables ou non, et de prêts.
6. Il existait et il existe toujours diverses sous-ententes par rapport aux ententes-cadres de développement qui permettent d'offrir une aide pour des activités dans un certain nombre de domaines comme le développement industriel, la science et la technique, les communications, le tourisme, le développement des petites entreprises, etc.
7. Les dépenses du Ministère de l'industrie ont totalisé 68 563 558 dollars pendant l'année financière 1995/96 et 39 962 687 dollars au cours de l'année financière 1996/97. Le Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest n'a pas engagé de dépenses pendant l'année financière 1995/96; ses dépenses se sont élevées à 15 651 dollars durant l'année financière 1996/97.
8. Toutes les sous-ententes mentionnées au paragraphe 6 ont été approuvées à des dates différentes et pour la plupart d'entre elles il n'y a pas de nouveaux engagements financiers.

IX. PROGRAMME DE COMMERCIALISATION DE TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES

1. Programme: Programme de commercialisation de technologies environnementales.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.

3. Le programme a pour but de proposer des solutions nouvelles à des problèmes environnementaux et de stimuler l'activité économique au Canada par le partage des risques financiers liés au développement, à l'expérimentation et à la commercialisation de nouvelles techniques dans le cadre de projets pilotes et de projets témoins.
4. Le programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. Les contributions maximales correspondent au moindre des deux montants suivants: 75 pour cent des coûts admissibles ou 50 000 dollars. En ce qui concerne les projets de développement/projets témoins, les contributions correspondent au moindre des deux montants suivants: 50 pour cent des coûts admissibles ou 5 millions de dollars. Lorsque l'aide est supérieure à 100 000 dollars, la somme est remboursable, grâce normalement aux bénéfices découlant de la commercialisation des technologies.
6. Le programme offre une aide financière à des coentreprises et consortiums formés par des sociétés à but lucratif. Parmi les partenaires peuvent figurer des entreprises du secteur environnemental, des universités et des établissements de recherche. Le groupe ainsi formé doit avoir les moyens d'expérimenter et de commercialiser avec succès les nouvelles technologies environnementales.
7. Les dépenses ont totalisé 1 366 983 dollars durant l'année financière 1995/96 et 248 573 dollars au cours de l'année financière 1996/97.
8. Ce programme a vu le jour en octobre 1991 et la date limite fixée pour la présentation de nouvelles demandes était le 31 mars 1997.

X. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET RÉGIONAL

1. Programme: Programme de développement industriel et régional.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme avait pour objectif de promouvoir le développement industriel et régional en appuyant les projets, les secteurs ou les technologies offrant les plus grandes possibilités en matière de rentabilité économique, de croissance durable et de compétitivité.
4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional.
5. Grâce à ce programme, des entreprises et des organisations sans but lucratif ont pu bénéficier d'une aide financière sous forme de dons, de contributions, remboursables ou non, et de prêts garantis. Le montant maximal des dons et contributions variait entre 25 pour cent et 100 pour cent; le montant maximal des garanties de prêts correspondait à 90 pour cent du principal et des intérêts.
6. Une grande variété de projets ont ainsi bénéficié d'une aide, notamment des études de faisabilité, la création de nouveaux produits ou de nouveaux procédés, la construction de nouvelles usines, la modernisation ou l'agrandissement d'installations industrielles existantes et la commercialisation.

7. Les dépenses du Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest ont atteint 3 038 252 dollars durant l'année financière 1995/96 et 81 044 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été créé en 1983. La date limite fixée pour la présentation des engagements financiers du gouvernement était le 30 juin 1988. Les dépenses ci-dessus correspondent à des engagements antérieurs à juin 1988.

XI. PROGRAMME DE LA MICRO-ÉLECTRONIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES

1. Programme: Programme de la micro-électronique et du développement des systèmes.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le programme a pour objectif d'améliorer la compétitivité internationale et de favoriser la croissance des industries manufacturières, des industries de transformation et des industries de services du secteur micro-électronique du Canada. La stratégie du gouvernement consiste à inciter les entreprises de développement des systèmes et de micro-électronique à participer à la réalisation de cet objectif en partageant avec elles les risques liés au développement de techniques micro-électroniques perfectionnées ainsi que de techniques et systèmes d'information de pointe.
4. Ce programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions, remboursables ou non, jusqu'à concurrence de 50 pour cent des coûts admissibles (25 pour cent des coûts lorsqu'il s'agit de matériel destiné à un usage déterminé).
6. L'aide s'adresse à toutes les entreprises qui disposent de systèmes internes d'ingénierie, aux sociétés qui se spécialisent dans l'intégration des systèmes ainsi qu'aux concepteurs de systèmes micro-électroniques perfectionnés.
7. Les dépenses ont totalisé 714 917 dollars au cours de l'année financière 1995/96. Aucune dépense n'a été engagée pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a vu le jour en 1987 et la date limite fixée pour la réception des demandes était le 31 mai 1995.

XII. PROGRAMME NATIONAL DE DÉMONSTRATION DE RÉSEAUX D'ENTREPRISES

1. Programme: Programme national de démonstration de réseaux d'entreprises.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. L'aide financière a pour but d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) à surmonter les obstacles qui s'opposent à la création de réseaux d'entreprises.
4. Ce programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.

5. L'aide est offerte sous forme de contributions non remboursables. L'aide maximum est de 50 pour cent des coûts admissibles encourus par les entreprises participantes.
6. L'aide est offerte à la Chambre de commerce pour l'exécution du Projet national de démonstration de réseaux d'entreprises, qui a pour objet de montrer les avantages que présente pour les PME la création de réseaux d'entreprises.
7. Les dépenses ont totalisé 974 499 dollars pendant l'année financière 1995/96 et 1 182 861 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a vu le jour en 1994; aucune dépense ne pourra être engagée au titre des coûts admissibles après le 31 mars 1998.

XIII. INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD DE L'ONTARIO

1. Programmes: Programme d'encouragement aux entreprises, Initiative collective de commercialisation du tourisme et Initiative de développement économique.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ces initiatives ont pour but d'encourager la croissance et la diversification de l'économie du nord de l'Ontario en accordant une aide financière et d'autres aides aux petites et moyennes entreprises du secteur privé et en favorisant les activités touristiques dans le nord de cette province.
4. Ces programmes relèvent de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions, remboursables ou non. Le programme comporte un certain nombre d'éléments auxquels est associée une limite au titre du partage des frais; ces limites ont changé au fil des ans, s'échelonnant de 35 pour cent à 90 pour cent.
6. L'aide est offerte, directement ou indirectement, aux petites et moyennes entreprises du nord de l'Ontario. Parmi les projets admissibles, on trouve la recherche-développement; l'amélioration de la qualité, de la technologie et de la gestion; la création de nouvelles entreprises; l'agrandissement ou la modernisation d'entreprises existantes; la commercialisation; et les études de faisabilité.
7. Les dépenses effectuées dans le cadre de ces programmes ont totalisé 5 502 227 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 7 861 515 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Les programmes ont été créés en 1987.

XIV. PROGRAMME D'ADAPTATION AUX FERMETURES DE BASES DE L'ONTARIO

1. Programme: Programme d'adaptation aux fermetures de bases de l'Ontario.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le programme a pour but d'aider les collectivités touchées par la fermeture des bases militaires à faire face aux incidences économiques de cette mesure. Il permettra d'aider les collectivités à procéder à des études de planification, à évaluer les

possibilités de développement économique et à mettre en œuvre des mesures de développement économique.

4. Le programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions, remboursables ou non. L'aide maximale représente 50 pour cent ou 90 pour cent des coûts admissibles, selon le type de projet.
6. L'aide va à des projets qui portent sur les besoins de développement économique des collectivités touchées par la fermeture des bases de l'Ontario.
7. Les dépenses ont atteint 317 926 dollars pendant l'année financière 1995/96 et 2 312 242 dollars au cours de l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été créé en 1994 et aucun engagement ne sera pris par le gouvernement après le 31 mars 1999.

XV. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS DE L'ONTARIO

1. Programme: Programme de développement des collectivités de l'Ontario.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme vise à soutenir financièrement certaines collectivités de l'Ontario afin de les aider à développer et à diversifier leur économie au travers des activités suivantes: organisation de leurs ressources en vue d'évaluer les problèmes locaux; développement des infrastructures humaines, institutionnelles et physiques; mise en œuvre de stratégies de développement des entreprises, de l'emploi et de l'économie; développement de l'économie locale par la création d'emplois dans le secteur privé; et fourniture d'un éventail de services commerciaux et d'information à la communauté des petites et moyennes entreprises basées en dehors des zones métropolitaines de l'Ontario.
4. Ce programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions remboursables.
6. Ce programme fournit un capital d'expansion et de développement sous forme de prêts remboursables, de prises de participation ou de garanties d'emprunt aux nouvelles entreprises ou aux entreprises en expansion, offre des conseils et autres aux petites entreprises nouvelles ou existantes au sein des collectivités et, en collaboration avec des partenaires locaux, élabore un plan de développement économique de la collectivité dont il supervise la mise en œuvre.
7. Les dépenses du Ministère de l'industrie ont totalisé 5 000 944 dollars pendant l'année financière 1995/96 et 13 618 106 dollars au cours de l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été mis sur pied en 1986 et le gouvernement prendra régulièrement des engagements.

XVI. PROGRAMME DES CAMPAGNES SECTORIELLES (INITIATIVES SECTORIELLES DE COMPÉTITIVITÉ)

1. Programme: Programme des campagnes sectorielles.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Les campagnes sectorielles avaient pour but d'accroître la compétitivité internationale de certains secteurs de l'industrie canadienne en encourageant l'État et l'industrie à collaborer. Elles consistaient à améliorer la position concurrentielle de certains secteurs industriels par l'augmentation des projets de recherche-développement entrepris par des sociétés, des fournisseurs, des établissements de recherche et des universités. Ce programme avait pour effet de retirer l'aide gouvernementale qui était accordée pour l'accroissement des capacités ou les techniques traditionnelles au profit de l'intensification des efforts de recherche-développement et d'innovation et du développement des marchés.
4. Ce programme relevait de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie.
5. L'aide était offerte sous la forme de contributions, remboursables ou non. Les contributions maximales accordées pour les divers éléments ont changé au fil des ans, mais elles étaient généralement de 50 pour cent ou 75 pour cent.
6. Les initiatives permettaient d'accorder une aide dans les domaines suivants: consultation, échange d'informations, promotion, projets novateurs et études. Les secteurs industriels suivants pouvaient bénéficier de ce programme: techniques de fabrication avancées, pièces d'automobile, éco-industrie, mode, meubles, produits forestiers, appareils médicaux, micro-électronique, matériel de télécommunication et logiciels.
7. Les dépenses ont totalisé 18 594 120 dollars pendant l'année financière 1995/96 et 6 951 688 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été créé en 1988 et a pris fin en février 1995.

XVII. LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

1. Programme: Loi sur les prêts aux petites entreprises.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Cette loi encourage les prêteurs du secteur privé à consentir davantage de prêts pour l'établissement, l'expansion, la modernisation et l'amélioration des petites entreprises.
4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.
5. Un prêt ne pouvant dépasser 250 000 dollars peut être consenti pour le matériel, les terrains et les locaux, et ce, pour une période maximale de dix ans. Les prêteurs doivent verser pour tous les prêts qu'ils accordent une commission de garantie de 2 pour cent qui est répercutée en principe sur les emprunteurs. L'État et les prêteurs se partagent les créances irrécouvrables dans une proportion de 90 contre 10. Les entreprises agricoles ne peuvent pas bénéficier de ce programme. Tous les prêts

consentis après le 31 mars 1995 sont assujettis à un droit annuel de 1,25 pour cent qui est calculé sur la base de l'encours moyen des prêts et payable par le prêteur à l'État pour que le programme fonctionne en recouvrement de coûts.

6. Une entreprise peut être admise à bénéficier d'un prêt aux fins d'amélioration si elle estime que ses recettes brutes ne dépasseront pas 5 millions de dollars durant l'année où le prêt est approuvé par le prêteur.
7. Les dépenses ont totalisé 24 133 952 dollars pendant l'année financière 1995/96 et 43 915 705 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. La Loi sur les prêts aux petites entreprises est en vigueur depuis janvier 1961.

XVIII. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES POUR LE FLEUVE SAINT-LAURENT

1. Programme: Programme de développement de technologies environnementales pour le fleuve Saint-Laurent.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme avait pour but d'encourager les entreprises canadiennes à participer au Plan d'action Saint-Laurent en partageant avec elles le risque lié au développement et à l'application de nouvelles technologies améliorées qui permettraient de réduire la pollution industrielle.
4. Ce programme relevait de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie.
5. L'aide était offerte sous forme de contributions non remboursables pouvant atteindre 50 pour cent des coûts admissibles, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars par projet.
6. Le programme comportait deux éléments: 1) des études de faisabilité à l'appui des études effectuées à l'origine au cours d'une période de six mois, soit pour analyser la faisabilité technique des projets, soit pour déterminer la production ou la viabilité, d'un point de vue économique, de produits technologiques ciblés; 2) les projets de développement et d'application à l'appui de technologies destinées à être utilisées par les industries avoisinant le fleuve Saint-Laurent.
7. Les dépenses ont totalisé 221 995 dollars au cours de l'année financière 1995/96. Aucune dépense n'a été engagée pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été créé en 1988. La date limite fixée pour la présentation des engagements du gouvernement était le 31 décembre 1992.

XIX. PROGRAMME DES TECHNOLOGIES STRATÉGIQUES

1. Programme: Programme des technologies stratégiques.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.

3. Ce programme a pour objectif de rendre l'industrie canadienne plus compétitive par le développement, l'acquisition, l'application et la diffusion de technologies. Il favorise les alliances de recherche-développement et les alliances d'application technologique préconcurrentielles dans le but d'accélérer l'acquisition de la base technologique essentielle pour être compétitif.
4. Ce programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions non remboursables pouvant atteindre 50 pour cent des coûts admissibles (25 pour cent dans le cas d'équipement spécialisé).
6. Le programme vise des secteurs stratégiques particuliers, à savoir les matériaux industriels de pointe, la biotechnologie et les technologies de l'information.
7. Les dépenses ont totalisé 15 360 683 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 9 584 334 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été créé en 1988.

XX. PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DE LA TECHNOLOGIE

1. Programme: Programme de mise en valeur de la technologie.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le Programme de mise en valeur de la technologie avait pour objectif d'améliorer la productivité et la compétitivité de l'industrie canadienne par la mise en place d'une infrastructure permettant d'accélérer l'acquisition, le développement et la diffusion de technologies et de connaissances essentielles dans l'industrie canadienne, notamment dans le secteur des petites et moyennes entreprises.
4. Ce programme relevait de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie.
5. L'aide offerte dans le cadre du Programme de mise en valeur de la technologie prenait la forme de contributions non remboursables qui, au cours d'une période de cinq ans, représentaient en moyenne, au maximum, 50 pour cent des coûts. Les contributions maximales accordées dans le cadre d'éléments particuliers ont changé au fil des ans, s'échelonnant de 50 pour cent à 90 pour cent.
6. Le Programme de mise en valeur de la technologie encourageait la mise en place d'un réseau national plus intégré pour la diffusion des technologies, de concert avec l'industrie, les universités, les instituts de recherche provinciaux et les organismes fédéraux qui disposaient de leurs propres centres technologiques.
7. Les dépenses effectuées dans le cadre de ce programme ont totalisé 12 830 702 dollars pendant l'année financière 1995/96 et 8 840 183 dollars au cours de l'année financière 1996/97.
8. Le Programme de mise en valeur de la technologie a été créé en 1986 et a pris fin en février 1995.

XXI. PROGRAMME DE PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES

1. Programme: Programme de partenariats technologiques.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme a pour objectif d'offrir une aide permettant aux petites et moyennes entreprises canadiennes de collaborer avec des laboratoires universitaires dans le but de mener des recherches jusqu'au point où leurs résultats peuvent être exploités par l'industrie.
4. Le programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de dons.
6. L'aide est accordée aux universités ou aux groupes de chercheurs universitaires, de même qu'aux petites et moyennes entreprises.
7. Les dépenses effectuées dans le cadre du programme ont totalisé 988 416 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 2 027 393 dollars durant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été approuvé en août 1994 et la date limite fixée pour la présentation des engagements du gouvernement était le 31 mars 1997.

XXII. PROGRAMME D'AIDE À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE

1. Programme: Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI).
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le programme a pour but de stimuler l'innovation au sein des petites et moyennes entreprises canadiennes.
4. Le programme relève de la Loi sur le Conseil national de recherches.
5. L'aide aux entreprises prend la forme d'avis techniques non subventionnés et de contributions non remboursables.
6. Il n'y a aucune restriction quant à la structure du capital des entreprises, au secteur industriel, à la région du Canada ou au domaine technique. Les projets proposés par les sociétés sont examinés et approuvés sur la base de critères objectifs. L'aide prend la forme d'avis techniques non subventionnés de courte durée et de contributions non remboursables en faveur de projets de recherche-développement industriels approuvés, qui représente généralement moins de 50 pour cent des coûts des projets. Elle s'applique exclusivement à des travaux techniques et ne sert pas à financer les dépenses d'équipement, les frais de commercialisation ou d'autres frais.
7. Les dépenses ont atteint 59,0 millions de dollars pendant l'année financière 1995/96 et 58,5 millions de dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été lancé en 1962 et a fait l'objet depuis lors de diverses modifications d'ordre administratif.

XXIII. PROGRAMME D'AIDE DE L'AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

1. Programme: Programme d'action et Programme de développement des entreprises de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le programme a pour but d'encourager l'esprit d'entreprise, de favoriser l'augmentation du taux de création de nouvelles entreprises et d'améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises.
4. Le programme relève de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.
5. L'aide prend la forme de contributions, remboursables ou non. Depuis 1995, toute l'aide aux entreprises prend la forme de contributions remboursables. Le programme compte un certain nombre d'éléments; le ratio maximum de partage des frais est fixé séparément pour chacun d'entre eux. Les contributions oscillent entre 50 pour cent et 75 pour cent.
6. Le programme offre une aide à toutes les moyennes et petites entreprises du Canada Atlantique en vue de favoriser les opérations de démarrage, le développement, la modernisation et le renforcement de la compétitivité. Les organisations à but non lucratif qui offrent un soutien aux milieux d'affaires peuvent aussi être admises à en bénéficier et recevoir une aide prenant généralement la forme de contributions non remboursables.
7. L'APECA a versé 84,2 millions de dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 28,9 millions de dollars pendant l'année financière 1996/97 dans le cadre du Programme d'action. Elle a dépensé 20,8 millions de dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 70,4 millions de dollars pendant l'année financière 1996/97 dans le cadre du Programme de développement des entreprises.
8. Le Programme d'action a été créé en 1988. La date limite fixée pour la présentation des engagements financiers du gouvernement était le 31 mars 1995. Le Programme de développement des entreprises a remplacé le Programme d'action en 1995.

XXIV. PROGRAMME DE COOPÉRATION

1. Programme: Le Programme de coopération englobe toutes les ententes fédérales/provinciales à frais partagés de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique (APECA). Les Ententes de coopération de l'APECA (dénommées avant 1989 Ententes de développement économique et régional) ont été regroupées en une seule entente de développement économique régional de vaste portée au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'île du Prince-Édouard. À Terre-Neuve, les ententes déjà conclues resteront en vigueur jusqu'aux dates auxquelles elles prendront respectivement fin.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.

3. Le programme a pour but d'améliorer l'environnement économique du Canada Atlantique en favorisant la coopération avec tous les niveaux de gouvernement, le secteur privé et les institutions.
4. Le programme relève de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.
5. L'aide prend généralement la forme d'une contribution non remboursable. Chaque entente a des modalités et conditions propres. Chacune comporte plusieurs éléments. Le ratio de partage des frais peut varier d'un élément du programme à l'autre.
6. L'aide s'adresse aux gouvernements provinciaux et municipaux, aux associations de développement économique et aux associations professionnelles, aux universités, aux instituts de recherche et aux entreprises, et porte sur cinq domaines stratégiques essentiellement: esprit d'entreprise, innovation et transfert de technologie, développement des ressources humaines, commercialisation et développement des échanges, et environnement.
7. Les versements de l'APECA ont atteint 81,9 millions de dollars pendant l'année financière 1995/96 et 70,2 millions de dollars pendant l'année financière 1996/97. Sur ces versements, 70,7 millions de dollars ont été alloués aux quatre provinces atlantiques pendant l'année financière 1995/96 et 56,0 millions de dollars pendant l'année financière 1996/97. Le solde a été versé sous forme d'aide aux entreprises.
8. Le programme a été créé en 1989. Ces ententes pluriannuelles à frais partagés ont généralement une durée de cinq ans à compter de la date de la signature. Au 1^{er} mai 1997, 13 ententes de cet ordre étaient en vigueur dans le Canada Atlantique.

XXV. PROGRAMME DIVERSI-PÊCHES

1. Programme: Programme diversi-pêches.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le programme a pour but d'offrir une aide financière pour des projets ou des activités propres à favoriser la diversification à long terme des communautés touchées tributaires de la pêche et/ou l'emploi des travailleurs déplacés à la suite de la récession qui sévit dans le secteur des pêches.
4. Le programme relève de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.
5. Le financement prend la forme de dons et de contributions pour financer les coûts admissibles, d'une assurance-crédit et de réductions des intérêts. La contribution maximum par projet est de 65 pour cent.
6. Le programme offre un niveau d'aide plus élevé que celui que pourraient offrir les programmes existants pour des projets ou des activités admissibles. Parmi les activités admissibles figurent la création de nouvelles entreprises, le développement ou la modernisation des entreprises existantes, la mise au point de nouveaux produits ou services et le développement de l'infrastructure des entreprises afin de promouvoir la diversification économique ou le développement économique des régions touchées du Canada Atlantique tributaires de la pêche.

7. Les dépenses de l'APECA ont atteint 8,1 millions de dollars pendant l'année financière 1995/96 et 1,6 million de dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été créé en 1990 et a pris fin en février 1995.

XXVI. PRISOM

1. Programme: Programme de relance industrielle pour le sud-ouest de Montréal (PRISOM).
2. La notification couvre les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le programme PRISOM vise à renforcer la structure industrielle locale, à diversifier la base industrielle, à attirer de nouveaux investissements et à favoriser le développement de nouvelles entreprises dans le sud-ouest de Montréal.
4. L'aide est accordée en vertu de l'autorité législative conférée par la Loi sur le Ministère de l'industrie ainsi que ses lois antérieures.
5. L'aide financière peut être accordée sous forme de contributions remboursables ou non remboursables.
6. Le programme s'adressait essentiellement aux entreprises de fabrication, aux établissements de recherche et de développement ainsi qu'aux entreprises évoluant dans les secteurs des télécommunications et des technologies spatiales. Des contributions financières pouvant atteindre 35 pour cent pouvaient être accordées pour la mise sur pied d'un nouvel établissement ainsi que pour l'agrandissement ou la modernisation d'entreprises existantes. Les projets de développement ou de mise au point de nouveaux produits étaient également admissibles à une contribution couvrant jusqu'à 60 pour cent des coûts admissibles. Enfin, des études réalisées par des experts-conseils et visant des projets d'immobilisations ou d'innovation pouvaient également recevoir une aide financière.
7. Le BFDR(Q) a déboursé des montants de 3 324 000 dollars durant l'année financière 1995/96 et de 1 700 000 dollars durant l'année financière 1996/97 en vertu de ce programme.
8. Le programme a pris fin le 31 mars 1995.

XXVII. PRIEM

1. Programme: Programme de relance industrielle pour l'est de Montréal (PRIEM).
2. La notification couvre les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le programme PRIEM visait à renforcer la structure industrielle locale, à diversifier la base industrielle, à attirer de nouveaux investissements et à favoriser le développement de nouvelles entreprises dans l'est de Montréal.
4. L'aide est accordée en vertu de l'autorité législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie ainsi que ses lois antérieures.

5. L'aide financière pouvait être accordée sous forme de contributions remboursables ou non remboursables.
6. Le programme PRIEM permettait essentiellement de contribuer à des études d'experts-conseils (jusqu'à 75 pour cent), à des projets de développement ou de mise au point de produits (jusqu'à 60 pour cent) et à la mise sur pied d'un nouvel établissement, l'agrandissement ou la modernisation d'établissements existants. Les projets devaient être réalisés sur le territoire désigné de l'est de Montréal.
7. Le BFDR(Q) a déboursé des montants de 4,2 millions de dollars durant l'année financière 1995/96 et de 1,5 million de dollars durant l'année financière 1996/97, dans ce cas pour répondre à des obligations prises antérieurement, en vertu de ce programme.
8. Le programme PRIEM a pris fin le 31 mars 1994.

XXVIII. ENTENTE AUXILIAIRE CANADA – QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS DU QUÉBEC

1. Programmes administrés par le BFDR(Q): Programme de développement des entreprises, Programme de renforcement de la productivité manufacturière, Programme d'aide aux zones défavorisées, Programme d'aide à l'innovation, Programme de développement économique du saumon, Programme de soutien aux infrastructures d'accueil des entreprises, Programme de soutien aux projets d'attrait et d'infrastructures touristiques, Programme de soutien aux équipements régionaux majeurs, Programme de soutien aux centres d'aide au développement technologique, Programme d'appui au design de la mode.
2. La notification couvre les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. L'Entente auxiliaire Canada – Québec sur le développement économique des régions du Québec a été conclue le 9 juin 1988 dans le but d'établir de manière concertée et harmonisée une programmation d'activités répondant aux besoins spécifiques des régions du Québec et de convenir d'un mécanisme de gestion et de concertation souple et efficace pour la réalisation de cette programmation.
4. L'aide était accordée en vertu de l'autorité législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie ainsi que ses lois antérieures.
5. L'aide était accordée sous forme de contributions remboursables ou non remboursables.
6. Les programmes en vertu de l'Entente auxiliaire permettaient d'accorder une aide financière aux entreprises manufacturières ou touristiques dans toutes les régions du Québec. L'aide s'appliquait aux projets d'étude, d'innovation et de développement technologique, d'immobilisations ou de commercialisation. Une aide financière pouvait également être accordée pour faciliter le démarrage et la croissance de petites entreprises œuvrant en innovation technologique, pour accroître les possibilités de pêche récréative, et pour soutenir la mise en place d'infrastructures d'accueil aux entreprises manufacturières ou touristiques. L'aide ainsi accordée représentait un pourcentage des coûts admissibles et variait d'un programme à l'autre. Cependant, le pourcentage d'aide moyen calculé pour l'ensemble des programmes visant le développement des entreprises est de l'ordre de 24 pour cent.

7. Les déboursés effectués par le BFDR(Q) en vertu de ces programmes ont totalisé 34,2 millions de dollars pour l'année 1995/96 et 16,1 millions de dollars en 1996/97.
8. Les programmes administrés par le BFDR(Q) dans le cadre de l'Entente auxiliaire Canada – Québec sur le développement économique des régions du Québec ont pris fin le 31 mars 1995.

XXIX. FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL

1. Programme: Fonds de développement de Montréal (FDM).
2. La notification couvre les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le FDM visait à intensifier les efforts du gouvernement fédéral afin d'appuyer le développement économique de Montréal par la réalisation de projets structurants dans sept axes privilégiés: les activités internationales, la haute technologie, la finance et le commerce international, le design, les industries culturelles, le tourisme et le transport.
4. L'aide était accordée en vertu de l'autorité législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie ainsi que ses lois antérieures.
5. Le programme FDM permettait d'accorder des contributions remboursables ou non remboursables ainsi que des subventions. Le pourcentage d'aide varie selon les projets mais la moyenne calculée pour l'ensemble des projets autorisés est de l'ordre de 25 pour cent des coûts admissibles.
6. Les modalités du programme permettaient d'offrir une aide financière à toute entreprise commerciale ou non commerciale, au gouvernement du Québec, à une municipalité ou à une société d'État qui réalise un projet admissible sur le territoire de la communauté urbaine de Montréal. Les projets admissibles comprenaient notamment des études d'experts-conseils, des activités de recherche et de développement, la mise sur pied, la modernisation ou l'agrandissement d'établissements et d'infrastructures à caractère public aptes à jouer un rôle moteur sur le plan du développement économique du territoire désigné.
7. Les déboursés effectués par le BFDR(Q) en vertu de ce programme ont totalisé 8,0 millions de dollars pour l'année 1995/96 et 5,3 millions de dollars en 1996/97.
8. Le programme FDM a pris fin le 31 mars 1995.

XXX. PROGRAMME DE DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST

1. Programme: Programme de diversification de l'économie de l'Ouest.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le programme a pour but de développer et de diversifier l'économie de l'Ouest canadien grâce au soutien de projets dans des domaines tels que la recherche-développement, l'amélioration de la productivité, la commercialisation, le développement de nouveaux produits ou de nouvelles technologies, les nouveaux

marchés ou les industries naissantes telles que les industries océanographiques et les technologies médicales.

4. L'aide est offerte au titre de la Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest.
5. Jusqu'en avril 1995, une aide a été offerte aux entreprises sous forme de contributions remboursables ou remboursables dans certaines conditions. Les contributions représentaient généralement 25 à 50 pour cent des coûts des projets admissibles. L'aide financière aux entreprises a été en grande partie supprimée en avril 1995.

Cependant, une aide est toujours offerte aux organisations et associations professionnelles, aux petites entreprises et aux industries naissantes, sous forme de contributions remboursables, remboursables dans certaines conditions ou non remboursables. Les contributions représentent 25 à 75 pour cent des coûts des projets admissibles.

6. Une aide financière est offerte aux organisations et associations professionnelles pour le lancement d'initiatives à l'échelle de l'industrie recouvrant des projets qui visent à offrir une aide en ce qui concerne les recherches sur des produits et les études de faisabilité, le développement des marchés, l'amélioration de la productivité, et des projets dans des secteurs stratégiques de l'économie de l'Ouest canadien, comme les petites entreprises et les industries naissantes.
7. Les dépenses ont totalisé 69 107 547 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 54 013 174 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été créé en août 1987.

XXXI. IDÉE-PME

1. Programme: Programme Innovation, Développement de l'entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises.
2. La notification couvre les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme a pour but de permettre aux PME du Québec d'accroître leurs occasions d'affaires et ainsi de participer plus activement à la mise en valeur du potentiel de développement des régions. Une aide financière peut être accordée aux entreprises pour la réalisation de projets se situant dans les axes d'intervention privilégiés suivants: l'innovation, la recherche et le développement ainsi que le design; le développement des marchés; le développement de l'entrepreneurship et le climat des affaires.
4. L'aide est accordée en vertu de l'autorité législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est accordée sous forme de contributions remboursables ou non remboursables. Depuis janvier 1996, l'aide accordée est généralement remboursable. Pour l'année 1996/97, la contribution moyenne représentait 29 pour cent des coûts admissibles des projets autorisés.
6. Le programme IDÉE-PME permet d'accorder une aide financière aux PME du Québec pour la réalisation d'activités s'inscrivant dans les axes d'intervention

privilegiés. Une aide financière peut également être accordée aux organismes d'appui aux PME qui désirent entreprendre des activités à l'intérieur de ces axes d'intervention.

7. Les déboursés effectués par le BFDR(Q) en vertu de ce programme ont totalisé 11,7 millions de dollars pour l'année 1995/96 et 33,0 millions de dollars pour l'année 1996/97.
8. Le programme est entré en vigueur le 1^{er} avril 1995.

XXXII. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS (PDC)

1. Programme: Programme de développement des collectivités (PDC).
2. La notification couvre les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme vise la création d'emplois en facilitant la mise sur pied de nouvelles entreprises ou l'expansion d'entreprises existantes. Le PDC s'articule autour de cinquante-quatre (54) Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) établies dans des régions rurales défavorisées du Québec. Les SADC offrent notamment aux PME de leur territoire du financement sous forme de capital-actions ou de prêts remboursables.
4. L'aide financière est accordée en vertu de l'autorisation législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. Le PDC permet de défrayer les coûts de fonctionnement des 54 SADC et de contribuer au financement des opérations de huit (8) Corporations de développement économique et communautaire (CDEC) en milieu urbain. Une aide financière est également accordée à chacune des SADC pour se constituer un fonds d'investissement.
6. Le PDC fournit une aide financière à ces organismes sans but lucratif gérés par des conseils d'administration formés de bénévoles et appuyés par un personnel permanent.
7. Le BFDR(Q) a déboursé 15,7 millions de dollars en vertu de ce programme pour l'année 1995/96 et 12,4 millions de dollars pour l'année 1996/97.
8. Le Programme de développement des collectivités est en vigueur depuis 1986.

XXXIII. QUÉBEC CÔTIER

1. Programme: Fonds spécial de développement et d'adaptation économique des communautés de pêche du Québec (FSQC).
2. La notification couvre les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le programme vise à accélérer l'adaptation et le développement économique à long terme des communautés de pêche les plus affectées par la diminution des stocks de poissons de fond.

4. L'aide est accordée en vertu de l'autorité législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide financière peut être accordée sous forme de contributions remboursables ou non remboursables.
6. Le programme permet d'appuyer la réalisation d'études ou de projets d'investissements par des PME et l'organisation de différentes activités entreprises par des organismes sans but lucratif et visant le développement économique. Le territoire d'application de ce programme est limité à certaines municipalités de la Côte-Nord, à la région administrative de la Gaspésie et des îles de la Madeleine ainsi qu'aux collectivités de pêche limitrophes de la Gaspésie qui sont affectées par la restructuration de l'industrie des pêches.
7. Développement économique Canada n'a déboursé aucun montant en 1995/96 en vertu de ce programme car les premières demandes n'ont été déposées qu'à la fin de l'année financière. Cependant, le ministère a déboursé 0,9 million de dollars pour l'année financière 1996/97.
8. Le FSQC est entré en vigueur le 25 juillet 1995 et les déboursés en vertu de ce programme devront être effectués au plus tard le 31 mars 2000.

XXXIV. PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES CANADA

1. Programme: Partenariats technologiques Canada.
2. Ce programme est notifié uniquement pour des raisons de transparence car il a été mis sur pied au cours de l'année financière 1996/97.
3. Ce programme a pour but d'investir dans la recherche-développement en matière de technologie de produits et de procédés au stade précommercial en vue de stimuler la croissance économique et de créer des emplois au Canada. Les investissements sont destinés à la recherche-développement, aux activités de démonstration et au développement des marchés, à la condition que le secteur privé y participe et y collabore pleinement, concernant des technologies-clés, telles que les technologies environnementales, la fabrication de pointe, la technologie de l'information, la biotechnologie, les industries aérospatiales et de défense, ainsi que la reconversion des industries de défense.
4. Les investissements relèvent de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. Les bénéfices sont fonction des redevances tirées de la vente des produits finals. Le taux d'investissement public variera normalement entre 25 et 30 pour cent des coûts admissibles de chaque projet. Lorsque les bénéfices économiques potentiels le justifient, le partage des frais peut aller jusqu'à 50 pour cent au maximum si cela est essentiel au succès du projet. Le taux global de partage des frais, pour l'ensemble du programme, est de 33 pour cent. Le calendrier de versement des redevances de remboursement contient une disposition prévoyant le remboursement du capital original apporté et un bénéfice sur les investissements réalisés dans le cadre du programme. Le rendement réel du programme dépend directement du succès commercial du projet.

6. Les investissements sont réalisés dans des entités pouvant faire état de leur aptitude à mener à bien le projet, à obtenir une exploitation commerciale efficace des résultats des projets ayant bénéficié d'une aide et donc à assurer un rendement satisfaisant des investissements publics. Les bénéficiaires sont, entre autres, les entreprises du secteur privé, les partenariats, ainsi que les associations et alliances d'entreprises.
7. Aucun investissement n'a été réalisé dans le cadre de ce programme pendant l'année financière 1995/96. Le Ministère de l'industrie a investi 73 148 952 dollars au cours de l'année financière 1996/97.
8. Le programme est entré en vigueur le 1^{er} avril 1996.

XXXV. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS - OUEST CANADIEN

1. Programme: Programme de développement des collectivités.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme a pour but d'aider les collectivités rurales de l'Ouest canadien à développer et à diversifier leur économie grâce à: l'élaboration de stratégies de développement économique et de plans d'action; l'exécution d'une série de programmes et la fourniture de services commerciaux et d'information en faveur des petites et moyennes entreprises des communautés installées en dehors des zones métropolitaines; et l'administration de programmes de crédit destinés à aider les petites et moyennes entreprises situées dans une zone géographique bénéficiant du Programme de développement des collectivités.
4. L'aide est offerte au titre de la Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest.
5. L'aide financière est offerte aux organismes sans but lucratif sous la forme de contributions non remboursables et aux petites entreprises sous la forme de contributions remboursables.
6. Des contributions non remboursables sont offertes à plus de 90 Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) indépendantes, administrées localement et sans but lucratif, pour financer leurs activités administratives et les services qu'elles fournissent aux entreprises. Des contributions remboursables leur sont offertes pour créer des fonds grâce auxquels elles pourront octroyer aux petites entreprises des prêts allant jusqu'à 75 000 dollars aux conditions du marché.
7. Les dépenses du Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest au titre des contributions non remboursables aux coûts de fonctionnement des SADC ont totalisé 14 329 704 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 15 211 099 dollars pendant l'année financière 1996/97. Les dépenses au titre des contributions remboursables destinées à la capitalisation des fonds de crédit ont totalisé 25 800 000 dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 16 470 000 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été mis sur pied en 1986.

**XXXVI. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS
- PROVINCES ATLANTIQUES**

1. Programme: Programme de développement des collectivités.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme a pour but d'aider les collectivités rurales du Canada Atlantique à développer et à diversifier leur économie grâce à une série de programmes et de services commerciaux et d'information en faveur des petites et moyennes entreprises et à l'administration de programmes de crédit destinés à aider les petites et moyennes entreprises situées dans une zone géographique bénéficiant du Programme de développement des collectivités.
4. L'aide est offerte au titre de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.
5. L'aide financière est offerte aux organisations sans but lucratif sous la forme de contributions non remboursables.
6. Des contributions non remboursables sont offertes à 40 sociétés locales d'aide aux entreprises indépendantes, administrées localement et sans but lucratif, pour financer leurs activités administratives et les services qu'elles fournissent aux entreprises et leur permettre de créer des fonds grâce auxquels elles pourront octroyer aux petites entreprises des prêts allant jusqu'à 75 000 dollars aux conditions du marché.
7. Les dépenses de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique au titre des contributions non remboursables aux coûts de fonctionnement des sociétés locales d'aide aux entreprises ont totalisé 4,8 millions de dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 6,1 millions de dollars pendant l'année financière 1996/97. Les dépenses au titre des contributions non remboursables destinées à la capitalisation des fonds de crédit ont totalisé 4,2 millions de dollars au cours de l'année financière 1995/96 et 11,1 millions de dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été mis sur pied en 1986.

XXXVII. PROGRAMME CONCERNANT L'INDUSTRIE DE L'ENVIRONNEMENT

1. Programme: Programme concernant l'industrie de l'environnement.
2. La notification porte sur les années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme a pour but d'améliorer la compétitivité de l'industrie de l'environnement canadienne dans les secteurs où ces améliorations sont susceptibles de se traduire par d'importants avantages économiques au niveau de la production et de l'emploi, grâce à une amélioration de la rentabilité ou à une progression de la part de marché ou de la croissance; et d'encourager la poursuite des objectifs de développement durable et de prévention de la pollution.
4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est accordée sous forme de contributions, remboursables ou non. Généralement, elle ne dépasse pas 50 pour cent des coûts admissibles supportés par

les entreprises commerciales remplissant les conditions requises et 75 pour cent des coûts admissibles supportés par les organisations à but non lucratif remplissant les conditions requises.

6. Ce programme offre une aide essentiellement pour les activités orientées vers la compétitivité et la productivité; la commercialisation; la structuration du secteur; un développement durable et la prévention de la pollution.
7. Le Ministère de l'industrie n'a pas engagé de dépenses au cours de l'année financière 1995/96 et a versé 614 957 dollars pendant l'année financière 1996/97.
8. Le programme a été mis sur pied en 1995.

PROGRAMMES AGRICOLES

A. ÉLÉMENTS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU REVENU AGRICOLE

1. Assurance-récolte

1. Assurance-récolte.
2. Campagnes agricoles 1995/96, 1996/97 et 1997/98.
3. L'assurance-récolte a pour objet de stabiliser le revenu des agriculteurs en atténuant les effets économiques des pertes de récoltes dues à des sinistres naturels, comme la sécheresse, les inondations, la grêle, le gel, l'humidité excessive et les insectes.
4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 4.
5. Contribution.
6. Les producteurs et le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux versent des primes qui alimentent le compte d'assurance-récolte. Les indemnités sont fonction du rendement moyen de l'agriculteur et elles sont versées lorsque celui-ci subit des pertes de rendement causées par un risque assuré. La Loi sur la protection du revenu agricole prévoit que l'assurance-récolte peut faire l'objet d'ententes distinctes. En Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'île du Prince-Édouard, au Québec et en Ontario, la part du producteur est fixée à 50 pour cent du montant de la prime, le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial en payant chacun 25 pour cent. Dans les autres provinces, c'est le niveau de couverture souhaité par le producteur qui détermine le type d'entente de partage des coûts (autrement dit, plus le niveau de la couverture est élevé, moins la contribution gouvernementale est importante).
7. Montant des contributions du gouvernement fédéral

Campagne agricole	Contributions totales (en millions de dollars)*	Par producteur assuré (en dollars)
1995/96	122,30	1 095
1996/97	151,38	1 491
1997/98	167,66	1 686

*Ces chiffres comprennent les contributions aux primes de l'assurance-récolte et les paiements au titre de l'indemnisation des dégâts causés par la sauvagine.

8. Ce programme a été créé en 1959 et revu en 1990. En avril 1991, la Loi sur l'assurance-récolte a été abrogée et incorporée à la Loi sur la protection du revenu agricole.

2. Programme national tripartite de stabilisation

1. Programme national tripartite de stabilisation concernant les betteraves à sucre.
2. Campagnes agricoles 1994, 1995 et 1996.
3. Les versements effectués à ce titre contribuent à stabiliser le revenu des producteurs de betteraves à sucre en réduisant l'incidence des fluctuations des prix qui surviennent à court terme sur le marché.
4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 4.
5. Contribution.
6. Les niveaux de soutien établis pour les betteraves à sucre sont calculés en fonction d'un pourcentage de la Moyenne pondérée du prix indexé, laquelle correspond à la moyenne provinciale du prix du marché, ajustée de façon à tenir compte de l'inflation des 15 années précédentes. Quand la moyenne provinciale du prix du marché est inférieure au prix de soutien calculé, l'agriculteur reçoit un versement qui comble l'écart. Le coût du programme est partagé à parts égales entre le gouvernement fédéral, la province et les producteurs; les contributions gouvernementales représentent donc deux tiers des versements globaux.
7. Montant total de la subvention par unité (tonne)

1994/95	0,13 dollar en Alberta
1995/96	0 dollar
1996/97	Chiffres non connus ¹

Montant total de la subvention (en millions)

1994/95	0,11 dollar
1995/96	0 dollar
1996/97	Chiffres non connus ¹

Note: La campagne agricole débute le 1^{er} septembre et se termine au moment où toutes les ventes de sucre de ladite campagne ont été effectuées.

8. Il sera mis fin au Programme national tripartite de stabilisation concernant les betteraves à sucre à la fin de la campagne 1996/97.

3. Subvention au lait de transformation

1. Subvention au lait de transformation.
2. Campagnes laitières 1994/95, 1995/96 et 1996/97.

¹ Au 30 juin 1998, le sucre fabriqué à partir des betteraves sucrières de la campagne agricole 1996/97 du Manitoba n'ayant pas encore été vendu en totalité, le prix final à la production n'est pas encore connu.

3. La subvention aux produits laitiers du gouvernement fédéral a pour objectifs de favoriser l'existence d'un secteur laitier sain et viable et d'assurer aux consommateurs un approvisionnement à prix raisonnables en produits laitiers de haute qualité.
4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 12.
5. Contribution.
6. La subvention est versée directement aux producteurs de lait et de crème de transformation à la production, dans les limites d'un contingent correspondant aux besoins intérieurs. La production de lait canadienne est limitée dans le cadre d'un système de contingentement de la production au niveau des exploitations. Le système national de gestion de l'offre de lait de transformation est régi par une entente fédérale/provinciale administrée par la Commission canadienne du lait.
7. Les versements directs effectués par la Commission canadienne pour le lait et la crème de transformation étaient ventilés comme suit:

Campagne laitière ²	Montant unitaire (par hectolitre)	Montant total de la subvention
1994/95	5,43 dollars	225 millions de dollars
1995/96	4,62 dollars	185 millions de dollars
1996/97	3,80 dollars	150 millions de dollars

8. À la suite de coupes budgétaires annoncées dans le Budget fédéral de février 1995, les dépenses au titre de ce programme ont été réduites de 15 pour cent le 1^{er} août 1995, et de 15 pour cent de plus le 1^{er} août 1996, soit 30 pour cent au total.

Le Budget fédéral pour 1996 prévoyait de nouvelles réductions de la subvention, celles-ci étant aujourd'hui de 0,76 dollar par hectolitre à opérer au 1^{er} février de chaque année à partir de 1998, de façon à arriver à la suppression totale de la subvention en février 2002.

4. Programme de transition concernant les pommes

1. Plan national de transition concernant les pommes au Québec et en Nouvelle-Écosse.
2. Années financières 1996/97 et 1997/98.
3. Ce programme a été conçu pour fournir une aide transitoire aux producteurs de pommes du Québec et de la Nouvelle-Écosse suite à l'achèvement prématuré du Programme tripartite national de stabilisation (PTNS) concernant les pommes.
4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 12.
5. Don et contribution.

² La campagne laitière débute le 1^{er} août et se termine le 31 juillet.

6. Les producteurs inscrits au PTNS concernant les pommes au 31 juillet 1995 pouvaient bénéficier de subventions basées sur leur production de pommes au cours des campagnes de 1993 et de 1994. Le coût était réparti en parts égales entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial.

7. Année financière	Montant total (en milliers de dollars)	Par tonne (en dollars)
1996/97	1 363	Québec 17,00
1997/98		Nouvelle-Écosse 7,50
		Arrêt du programme

8. Le Programme a pris fin le 31 mars 1997.

5. Initiatives provinciales concernant la protection du revenu

Programmes connexes.

Années financières 1996/97 et 1997/98.

Les programmes connexes sont des programmes transitoires visant à aider les producteurs à s'adapter à de plus grandes responsabilités en matière de gestion des risques liés à l'agriculture.

Loi sur la protection du revenu agricole, article 12.

Contribution.

Pour traiter la question du développement agricole des régions, le gouvernement fédéral a alloué des fonds en faveur des initiatives provinciales, y compris des activités de recherche-développement menées par des groupes de l'industrie; des initiatives visant à faciliter l'adaptation aux ajustements structurels; et des initiatives visant à compléter les programmes en place. La subvention peut revêtir la forme d'une contribution (contribution à un fonds de recherche ou versement aux producteurs par exemple).

Montant total de la subvention versée (en milliers de dollars)

1996/97	172 797
1997/98	111 807

Les programmes connexes sont entrés en vigueur au cours de l'année financière 1996/97 pour une période de trois ans qui prendra fin en 1998/99.

B. BÉTAIL ET PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

1. Fonds de rajustement de l'aide au transport des céréales

1. Fonds de rajustement de l'aide au transport des céréales.

2. Années financières 1995/96, 1996/97 et 1997/98.

3. Le Fonds de rajustement de l'aide au transport des céréales a été créé à titre transitoire afin d'aider les éleveurs et les entreprises des régions visées à s'adapter à la suppression du Programme d'aide au transport des céréales fourragères.
4. Loi sur le Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire - article 4 a).
5. Don.
6. Des crédits ont été accordés aux organisations agricoles provinciales d'éleveurs de bétail, qui les ont reversés sous forme de paiements directs aux producteurs et de paiements à des organisations professionnelles particulières pour soutenir des initiatives en matière de développement. Les fonds ont été répartis entre neuf juridictions (sept provinces et deux territoires) en fonction de l'utilisation annuelle moyenne par chacune du Programme d'aide au transport des céréales fourragères entre 1990/91 et 1994/95 compris.

Dans chaque juridiction, le montant reversé sous forme de paiements directs aux producteurs ou à des organisations professionnelles déterminées a été fixé par l'organisation agricole provinciale, après consultation entre les secteurs touchés. Les paiements directs devaient aider les éleveurs de bétail à s'adapter à la suppression de la subvention concernant l'aide au transport des céréales.

7. Année financière	Montant budgété (en millions de dollars)
1995/96	20,0
1996/97	24,2
1997/98	14,5

8. Les 58,7 millions de dollars qui constituent le Fonds sont versés en trois tranches. La dernière tranche a été versée au cours de l'année financière 1997/98.

C. CULTURES ET PRODUITS D'ORIGINE VÉGÉTALE

1. Mesures de soutien et d'adaptation en agriculture I et II

1. Mesures de soutien et d'adaptation en agriculture I et II (MSAA I et II).
2. Années financières 1995/96, 1996/97 et 1997/98.
3. Les Programmes MSAA I et II ont permis d'offrir une aide financière aux producteurs de produits horticoles en vue de la restructuration et/ou du développement à long terme du secteur de l'horticulture.
4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 12.
5. Contribution.
6. Les Programmes MSAA I et II consistent dans l'octroi de fonds visant à financer la mise en valeur des terres, des sols et des ressources hydrauliques, ainsi que des mesures spéciales en faveur du secteur de l'horticulture.

7. Montant de la subvention

Exercice	Montant total (en milliers de dollars) ³
1995/96	1 654
1996/97	989
1997/98	379

Étant donné la variabilité des éléments constitutifs de ces mesures, le calcul des paiements moyens par producteur ou par unité serait dénué de sens.

8. Le Programme MSAA I a été lancé en avril 1991 et le Programme MSAA II en octobre de la même année. Tous deux permettront d'offrir une aide au secteur de l'horticulture jusqu'en 1998.

2. Programme d'accroissement des liquidités

1. Programme d'accroissement des liquidités.
2. Campagnes agricoles 1994/95, 1995/96 et 1996/97.
3. Ce programme est destiné à offrir un soutien du revenu grâce à la réduction des taux d'intérêt sur des avances à concurrence de 50 000 dollars et des avances au titre de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes et de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.
4. Loi sur le paiement anticipé des récoltes, Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.
5. Réduction du taux d'intérêt.
6. Le programme prévoit des réductions non imposables du taux d'intérêt sur les premiers 50 000 dollars d'avance pour les bénéficiaires du programme relevant de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes et de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies. Ce programme a été mis en place au cours de la campagne 1990/91 et a été prorogé depuis, d'année en année.

Le programme qui relève de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes est un programme facultatif qui s'applique à tous les produits agricoles entreposables cultivés au Canada, à l'exception du blé et de l'orge qui sont cultivés dans la région désignée par la Commission canadienne du blé et qui sont visés par la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies. Ce programme offre des garanties relativement au principal et aux intérêts, ce qui permet aux associations de producteurs d'accorder à leurs membres des avances de fonds jusqu'à concurrence de 250 000 dollars. Ces avances sont remboursées lorsque les récoltes sont vendues. L'emprunt, qui est garanti par la récolte, donne aux agriculteurs la possibilité financière d'attendre un moment favorable dans l'année pour écouler leurs produits.

³ Selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Le programme qui relève de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies est un programme facultatif qui s'applique depuis 1957 au blé et à l'orge cultivés dans la région désignée par la Commission canadienne du blé. Il permet aux producteurs de recevoir une avance de fonds avant que leurs récoltes ne soient vendues/livrées lorsque les débouchés sont limités en raison de problèmes de livraison et de commercialisation. Le programme est géré par la Commission canadienne du blé. Aux termes de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, les différents producteurs peuvent recevoir des avances allant jusqu'à 250 000 dollars, déduction faite de celles qui leur ont été accordées au titre de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes pour les récoltes qu'ils ont entreposées. Les avances sont remboursées au fur et à mesure que les récoltes sont vendues, soit sous forme d'une réduction des paiements d'acompte versés par la Commission canadienne du blé, soit en espèces. La Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies permet au gouvernement fédéral de garantir les sommes qui sont avancées ainsi que les charges d'intérêts qui leur sont associées.

7. Pendant la campagne 1996/97, 38 300 producteurs ont participé au Programme d'accroissement des liquidités dans le cadre de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies et 13 700 dans le cadre de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes.

Coût des réductions de taux d'intérêt sur les avances accordées au titre du Programme d'accroissement des liquidités (en millions de dollars)

Campagne ⁴	Loi sur le paiement anticipé des récoltes (en dollars)	Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies (en dollars)
1994/95	6,3	15,0
1995/96	5,7	12,6
1996/97	4,4	11,9

Moyenne par producteur

Campagne ⁴	Loi sur le paiement anticipé des récoltes (en dollars)	Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies (en dollars)
1994/95	529	451
1995/96	438	393
1996/97	321	311

8. Le Programme d'accroissement des liquidités a été prorogé d'année en année depuis sa création. La Loi sur le paiement anticipé des récoltes a été adoptée en 1977 et la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies en 1957. En avril 1997, le Programme d'accroissement des liquidités a été combiné avec la Loi sur le paiement anticipé des récoltes et la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, pour donner la Loi sur les programmes relatifs aux marchés agricoles.

⁴ En ce qui concerne la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, la campagne débute le 1^{er} août et se termine le 31 juillet. Pour ce qui est de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes, la campagne de 12 mois dépend de la récolte.

3. Programme relatif aux paiements de transition du grain de l'Ouest

1. Programme relatif aux paiements de transition du grain de l'Ouest (PPTGO).
2. Exercices 1995/96, 1996/97 et 1997/98.
3. Dans le but d'aider le secteur des grains de l'Ouest canadien à s'adapter à un système de transport sans subvention, le gouvernement du Canada a créé le PPTGO. Dans le cadre de ce programme transitoire, un paiement de capital de 1,6 milliard de dollars a été versé aux propriétaires de terres agricoles des Prairies le 28 février 1995 pour atténuer l'effet négatif que l'abolition de la subvention de longue date de la LTGO devait avoir sur la valeur de ces terres.
4. Loi d'exécution du budget, 1995 (projet de loi C-76).
Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest, 1995.
Règlement sur les paiements de transition du grain de l'Ouest, 1995.
5. Contribution.
6. Le paiement unique de 1,6 milliard de dollars était réparti entre les provinces de l'Ouest selon leurs parts historiques respectives de la subvention de la LTGO au cours des neuf dernières années (1985/86 à 1993/94). Les parts provinciales sont établies en fonction des volumes d'expédition historiques des produits visés par la LTGO.

Les paiements aux propriétaires fonciers admissibles dans chacune de ces régions étaient calculés d'après les superficies admissibles en 1994, la productivité des terres et l'éloignement par rapport au point d'expédition. Font partie des superficies admissibles toutes les terres agricoles sur lesquelles une culture céréalière annuelle admissible a été produite en 1994, y compris les terres en jachère sur lesquelles une culture annuelle admissible a été produite en 1993. Les cultures admissibles étaient celles visées par la LTGO. Les terres non admissibles comprenaient les surfaces herbagères, les pâturages naturels, les terres de pâturage de l'État, les terres non cultivées, les terres incultes, les enclos de ferme et les terres nouvellement défrichées en 1994. Ne font pas partie des terres agricoles admissibles les terres cultivées qui, en 1994, étaient consacrées à la production de cultures non admissibles (par exemple les betteraves sucrières et les pommes de terre). La productivité des terres était fondée sur les données historiques de rendement des régimes provinciaux d'assurance-récolte et les rotations culturales régionales. En outre, le facteur distance utilisé dans le calcul des paiements individuels tenait compte du fait que les tarifs marchandises subventionnés de la LTGO étaient établis en fonction de l'éloignement (la subvention par tonne versée sous le régime de la LTGO augmentait avec l'éloignement par rapport au point d'expédition); par conséquent, dans la répartition du paiement, on tient compte de l'emplacement des terres par rapport aux points d'expédition de la côte du Pacifique et de Thunder Bay.

Cette subvention répond aux critères concernant l'exemption des engagements de réduction énoncés dans l'Accord sur l'agriculture de l'OMC au titre du soutien du revenu découplé défini à l'annexe 2, paragraphe 6. Une notification qui contient une description du programme eu égard à ces critères a été présentée au Comité de l'agriculture de l'OMC (G/AG/N/CAN/5).

7. Montant de la subvention

Exercice	Montant total (en millions de dollars)
1995/96	889,0
1996/97	707,6
1997/98	1,8

Si l'on tient compte du paiement final qui a été effectué au cours de l'année financière 1997/98, la subvention moyenne par propriétaire foncier s'élevait à 7 490 dollars.

8. Le programme a pris fin au cours de l'année financière 1997/98.

4. Programme d'ajustement concernant la luzerne déshydratée et le foin comprimé

1. Programme d'ajustement concernant la luzerne déshydratée et le foin comprimé.
2. Années financières 1996/97 et 1997/98.
3. Ce programme a été mis sur pied pour aider les usines de traitement de la luzerne et du foin à s'adapter et à améliorer leur compétitivité en réponse à la suppression des subventions au transport à partir du 31 juillet 1995.
4. Loi d'exécution du budget, 1995 (projet de loi C-76).
5. Don.
6. Des dons non renouvelables d'une valeur totale de 44 millions de dollars ont été versés aux usines de traitement de la luzerne et du foin. Le total a été réparti entre les deux branches de production sur la base des pourcentages de la subvention qui leur correspondaient antérieurement en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest pendant les campagnes 1992/93 à 1994/95. La subvention versée à chacune des usines de traitement a ensuite été établie en fonction de leur production réelle au cours de la campagne 1994/95.

7. Montant de la subvention

Année financière	Subvention (en milliers de dollars)
1996/97	43 648
1997/98	139

8. Le programme s'achèvera à la fin de l'année financière 1997/98.

5. Programme d'aide pour la mise en commun des frais de transport

1. Programme d'aide pour la mise en commun des frais de transport (PAMCFT) (phase I et phase II)
2. Années financières 1996/97 et 1997/98.

3. Le Programme d'aide pour la mise en commun des frais de transport offrait une aide aux producteurs du Manitoba et de l'est de la Saskatchewan, en raison des modifications de la formule de mise en commun des frais de transport employée par la Commission canadienne du blé (CCB) qui avaient été annoncées en 1995 après que les semences eurent été plantées. Le PAMCFT avait deux fonctions: 1) compenser l'augmentation des frais de transport supportée par les producteurs au cours de la même année (fonds versés dans le cadre de la phase I); et 2) aider ces mêmes producteurs à adapter leurs opérations aux effets à long terme de la nouvelle formule de mise en commun des frais de transport utilisée par la CCB (fonds versés dans le cadre de la phase II).

4. Loi d'exécution du budget, 1995 (projet de loi C-76).
Fonds d'ajustement pour le transport du grain de l'Ouest.

5. Don.

6. Les fonds qui ont été versés dans le cadre de la phase I pour compenser l'augmentation des frais de transport l'ont été en fonction des livraisons de blé et d'orge effectuées par chaque producteur au cours de la campagne agricole 1995/96.

Les fonds qui ont été versés dans le cadre de la phase II pour faciliter l'adaptation au changement de formule ont été alloués aux producteurs de la Saskatchewan selon la même méthode et aux producteurs du Manitoba sur la base de leur chiffre d'affaires brut (deux tiers du versement étaient fonction du chiffre d'affaires brut réalisé pour le blé et l'orge et un tiers, du chiffre d'affaires brut réalisé pour l'ensemble des produits).

7. Montant de la subvention

Année financière	Subvention (en milliers de dollars)
1996/97	104 079
1997/98	921

8. Le programme a pris fin au cours de l'année financière 1997/98.

TABLEAU 1

Bilan des produits laitiers

(en milliers de kg)

Produits	Campagne laitière août/juillet	Stocks de début d'année	Production	Importations	Consommation apparente	Exportations	Stocks de fin d'année
Beurre de laiterie	1993/94	5 469	85 135	1 036	76 925	2 290	12 424
	1994/95	13 929	90 600	558	85 565	1 036	18 485
	1995/96	18 485	96 230	2362	81 690	15 074	20 314
	1996/97	20 314	89 922	2909	72 964	15 567	24 613
Cheddar	1993/94	26 483	119 025	1 227	109 689	5 331	32 076
	1994/95	33 092	114 529	1153	109 963	5 880	32 931
	1995/96	32 931	117 999	923	118 308	5 209	28 335
	1996/97	28 335	122 534	2 572	109 883	8 973	34 585
Fromage fin	1993/94	10 902	159 309	16 581	172 475	2 736	11 581
	1994/95	11 338	164 464	15 970	175 494	4 242	12 036
	1995/96	12 306	169 463	15 234	178 919	6 928	178 919
	1996/97	10 887	180 088	17 826	187 641	8 560	187 641
Lait entier concentré	1993/94	3 403	47 204	74	38 357	4 923	7 401
	1994/95	4 003	56 854	59	47 394	9 845	3 678
	1995/96	3 678	56 280	35	33 908	20 761	5 324
	1996/97	5 324	71 299	909	30 609	36 632	10 210
Lait écrémé en poudre	1993/94	9 045	54 589	6 975	27 020	25 826	17 764
	1994/95	15 924	67 133	4 107	31 845	41 870	13 449
	1995/96	13 449	70 800	2 979	31 811	39 290	16 127
	1996/97	16 127	61 862	1 149	28 215	28 063	22 860

Source: "La revue laitière", numéro de catalogue 23-001, Statistique Canada.
Juillet-septembre 1997, juillet-septembre 1996, juillet-septembre 1995.

TABLEAU 2

Bilan de la viande porcine

(en tonnes métriques)

Année civile	Stocks de début d'année	Production	Importations destinées à la consommation	Approvisionnement total	Exportations	Stocks de fin d'année	Transformation	Déchets	Consommation apparente
1993	12 767	1 194 322	22 138	1 229 227	302 952	10 827	27 470	792 432	792 432
1994	10 827	1 229 380	27 251	1 267 458	301 424	15 472	28 276	823 935	823 935
1995	15 472	1 275 755	27 188	1 318 415	357 042	15 204	29 342	102 372	814 766
1996	15 204	1 227 763	38 581	1 281 548	372 216	13 227	28 238	98 221	769 646
1997	13 227	1 257 275	59 183	1 329 640	416 202	19 702	28 917	100 582	764 237

Source: "Statistiques du bétail", mai 1998, numéro de catalogue 23-603-UPE, Statistique Canada.

TABLEAU 3

Bilan de la viande de bœuf

(en tonnes métriques)

Année civile	Stocks de début d'année	Production	Importations destinées à la consommation	Approvisionnement total	Exportations	Stocks de fin d'année	Consommation apparente
1993	14 666	822 309	265 748	1 102 723	187 977	23 311	891 435
1994	23 311	861 862	280 707	1 165 880	216 587	30 088	919 205
1995	30 088	887 913	252 200	1 170 201	215 477	24 024	930 700
1996	24 024	976 080	234 817	1 234 921	282 078	21 981	930 862
1997	21 981	1 033 292	248 805	1 304 078	355 386	22 615	826 077

Source: "Statistiques du bétail", mai 1998, numéro de catalogue 23-603-UPE, Statistique Canada.

TABLEAU 4

Bilan de la viande de veau

(en tonnes métriques)

Année civile	Stocks de début d'année	Production	Importations destinées à la consommation	Approvisionnement total	Exportations	Stocks de fin d'année	Consommation apparente
1993	643	37 322	3 801	71 766	2 497	647	38 622
1994	647	37 596	5 247	43 490	3 821	1 275	38 394
1995	1 275	40 294	3 578	45 147	4 110	626	40 411
1996	626	40 253	2 517	43 396	4 247	682	38 467
1997	682	42 174	3 076	45 932	4 207	635	41 090

Source: "Statistiques du bétail", mai 1998, numéro de catalogue 23-603-UPE, Statistique Canada.

TABLEAU 5

Bilan de la viande ovine

(en tonnes métriques)

Année civile	Stocks de début d'année	Production	Importations destinées à la consommation	Approvisionnement total	Exportations	Stocks de fin d'année	Consommation apparente
1993	2 004	10 926	13 520	26 450	79	1 759	24 612
1994	1 759	10 496	14 484	26 739	97	2 800	23 842
1995	2 800	10 228	12 967	25 995	83	2 168	23 744
1996	2 168	10 671	11 264	24 103	78	1 641	22 384
1997	1 641	10 033	12 401	24 075	229	1 890	21 956

Source: "Statistiques du bétail", mai 1998, numéro de catalogue 23-603-UPE, Statistique Canada.

TABLEAU 6

Bilan des céréales et des oléagineux

(en milliers de tonnes métriques)

Campagne agricole ^a	Stocks de début d'année	Production	Importations	Approvisionnement total	Exportations ^b	Alimentation et utilisation industrielle ^c	Autre usage au Canada	Consommation apparente	Stocks de fin d'année	Prix moyen (\$/tonne)
<u>Blé dur</u>										
1992/93	2 206	3 138	0	5 344	2 279	180	828	1 008	2 057	158,36
1993/94	2 057	3 358	8	5 423	2 903	166	652	818	1 703	228,00
1994/95	1 703	4 635	0	6 337	4 028	154	693	847	1 463	269,00
1995/96	1 463	4 648	5	6 116	3 222	179	743	922	1 973	238,02
1996/97	1 973	4 627	0	6 599	4 094	185	827	1012	1 493	135,43
<u>Toutes les variétés de blé, sauf le blé dur</u>										
1992/93	7 860	26 741	23	34 623	18 049	2 079	4 229	6 306	10 136	156,82
1993/94	10 136	23 874	19	34 029	16 401	2 190	6 024	8 213	9 414	164,00
1994/95	9 414	17 658	2	27 715	16 743	2 334	4 422	6 755	4 216	194,00
1995/96	4 216	20 369	15	24 601	12 976	2 269	4 599	6 868	4 755	217,02
1996/97	4 755	25 174	118	30 049	15 272	2 409	4 620	7 027	7 750	152,78
<u>Toutes les variétés de blé</u>										
1992/93	10 066	29 879	23	39 967	20 328	2 259	5 057	7 314	12 193	-
1993/94	12 193	27 232	27	39 452	19 304	2 356	6 676	9 031	11 117	-
1994/95	11 117	22 293	2	34 052	20 771	2 488	5 115	7602	5 679	-
1995/96	5 679	25 017	20	30 717	16 198	2 448	5 342	7 790	6 728	
1996/97	6 728	29 801	118	36 648	19 366	2 594	5 447	8 039	9 243	

Campagne agricole ^a	Stocks de début d'année	Production	Importations	Approvisionnement total	Exportations ^b	Alimentation et utilisation industrielle ^c	Autre usage au Canada	Consommation apparente	Stocks de fin d'année	Prix moyen (\$/tonne)
<u>Orge</u>										
1992/93	2 614	11 032	3	13 648	3 013	428	6 936	7 365	3 271	86,50
1993/94	3 271	12 972	8	16 250	4 217	375	8 281	8 657	3 376	90,30
1994/95	3 376	11 690	8	15 074	3 506	336	9 411	9 747	1 820	121,86
1995/96	1 820	13 035	10	14 866	2 336	441	9 851	10 291	1 749	205,49
1996/97	1 749	15 562	19	17 330	4 002	383	9 826	10 208	3 119	113,50
<u>Maïs</u>										
1992/93	1 520	4 883	1 239	7 641	184	1 347	4 862	6 208	1 250	108,90
1993/94	1 250	6 501	561	8 311	493	1 451	5 788	7 239	580	129,60
1994/95	580	7 043	1 090	8 713	359	1 493	6 159	7 651	703	121,80
1995/96	704	7 271	819	8 794	565	1 490	6 289	7 779	450	150,21
1996/97	450	7 542	795	8 787	316	1 554	5 898	7 451	1020	157,78
<u>Avoine</u>										
1992/93	542	2 829	3	3 373	776	114	1 796	1 909	689	109,50
1993/94	689	3 549	2	4 240	1 217	100	2 015	2 115	908	105,60
1994/95	908	3 638	4	4 549	1 472	133	2 204	2 337	739	113,50
1995/96	739	2 858	6	3 603	1 264	113	1 815	1 928	411	204,52
1996/97	411	4 361	7	4 778	1 737	160	2 068	2 229	812	130,52
<u>Seigle</u>										
1992/93	193	278	0	471	215	76	100	176	81	114,00
1993/94	81	319	0	400	154	67	72	139	102	113,10
1994/95	112	399	0	511	187	59	181	239	80	114,60
1995/96	85	310	0	395	170	73	109	181	43	134,84
1996/97	43	309	0	353	153	60	88	148	52	158,18

Campagne agricole ^a	Stocks de début d'année	Production	Importations	Approvisionnement total	Exportations ^b	Alimentation et utilisation industrielle ^c	Autre usage au Canada	Consommation apparente	Stocks de fin d'année	Prix moyen (\$/tonne)
<u>Total</u> <u>– Céréales</u> <u>secondaires</u> ^d										
1992/93	3 349	14 139	6	17 492	4 004	618	8 832	9 450	4 041	-
1993/94	4 040	16 840	10	20 890	5 588	542	10 370	10 911	4 396	-
1994/95	4 396	15 727	12	20 134	5 165	528	11 796	12 324	2 645	-
1995/96	2 645	16 202	16	18 863	4 260	619	11 783	12 402	2 201	
1996/97	2 203	20 233	26	22 461	5 892	603	11 983	12 585	3 984	
<u>Canola</u>										
1992/93	734	3 872	112	4 719	1 876	1 913	237	2 151	692	321,6
1993/94	692	5 525	23	6 240	3 347	2 196	367	2 563	330	391,6
1994/95	330	7 233	42	7 604	3 912	2 513	591	3 102	589	414,6
1995/96	589	6 436	97	7 123	2 804	2 753	576	3 329	920	407,5
1996/97	990	5 062	103	6 156	2 519	2 712	421	3 134	503	391,08
<u>Graines de lin</u>										
1992/93	435	337	0	772	436	n.c.	n.c.	85	250	255,9
1993/94	250	627	0	878	605	n.c.	n.c.	119	154	262,6
1994/95	154	968	1122	849	848	n.c.	n.c.	173	101	308,4
1995/96	101	1 105	1	1 207	842	n.c.	n.c.	175	190	306,54
1996/97	190	851	1	1 042	678	n.c.	n.c.	283	80	328,30
<u>Soja</u>										
1992/93	190	1 455	226	1 871	211	n.c.	n.c.	1 547	114	256,5
1993/94	111	1 851	57	2 019	492	n.c.	n.c.	1 438	90	313,2
1994/95	90	2 251	67	2 408	542	n.c.	n.c.	1 742	123	270,5
1995/96	168	2 293	70	2 511	589	n.c.	n.c.	1 927	15	333,47
1996/97	15	2 170	232	2 416	478	n.c.	n.c.	1 859	80	368,28

Campagne agricole ^a	Stocks de début d'année	Production	Importations	Approvisionnement total	Exportations ^b	Alimentation et utilisation industrielle ^c	Autre usage au Canada	Consommation apparente	Stocks de fin d'année	Prix moyen (\$/tonne)
<u>Total - oléagineux^e</u>										
1992/93	1 359	5 664	338	7 362	2 523	n.c.	n.c.	3 783	1 056	n.c.
1993/94	1 053	8 003	80	9 137	4 444	n.c.	n.c.	4 120	574	n.c.
1994/95	574	10 452	1 231	10 861	5 302	n.c.	n.c.	5 017	813	n.c.
1995/96	858	9 834	168	10 841	4 235	n.c.	n.c.	5 431	1 125	n.c.
1996/97	1 195	8 083	336	9 614	3 675	n.c.	n.c.	5 276	663	n.c.
<u>Total - Céréales et oléagineux^f</u>										
1992/93	16 294	54 565	1 606	72 462	27 039	n.c.	n.c.	26 755	18 540	n.c.
1993/94	18 536	58 576	678	77 790	29 829	n.c.	n.c.	31 301	16 667	n.c.
1994/95	16 667	55 515	2 335	73 760	31 597	n.c.	n.c.	32 594	9 840	n.c.
1995/96	9 886	58 324	1 023	69 215	25 258	n.c.	n.c.	33 402	10 504	n.c.
1996/97	10 576	65 659	1 275	77 510	29 249	n.c.	n.c.	33 351	14 910	n.c.

^a La campagne agricole débute le 1^{er} août et se termine le 31 juillet, sauf pour le maïs et le soja pour lesquels elle débute le 1^{er} septembre et se termine le 31 août.

^b Comprend les exportations de dérivés du blé, de l'orge et de l'avoine, mais exclut les exportations de produits oléagineux.

^c Les oléagineux destinés à l'alimentation ou utilisés par l'industrie n'entrent pas dans le total global.

^d Les céréales secondaires comprennent l'orge, l'avoine et le seigle.

^e Le total des oléagineux correspond à la somme des chiffres concernant le canola, les graines de lin et le soja.

^f Le total des céréales et des oléagineux correspond à la somme des chiffres concernant le total des oléagineux, les céréales secondaires, le maïs et toutes les variétés de blé.

n.c. Non calculé.

Source: La "Revue des céréales et des graines oléagineuses", numéro de catalogue 22-007-XPB, Statistique Canada. Février 1998, décembre 1997, décembre 1996 et décembre 1995.

TABLEAU 7

Bilan des fruits frais

(en tonnes métriques^a)

Produits		Stocks de début d'année	Production	Importations	Approvisionnement total	Exportations	Transformation	Approvisionnement net	Stocks de fin d'année
Pommes	1992	191 240	566 210	90 470	847 930	74 540	197 170	327 090	235 500
	1993	235 500	488 400	97 040	820 940	65 900	195 080	311 480	235 500
	1994	235 500	553 740	102 800	892 030	69 020	191 620	404 610	209 920
	1995	209 920	608 220	101 670	91 980	89 940	211 620	393 560	208 289
	1996	208 280	483 410	103 100	794 790	109 710	142 880	334 900	193 350
	1997	193 350	502 553	111 054	n.c.	88 212	n.c.	n.c.	n.c.
Cerises (douces et acides)	1992	n.c.	10 900	9 930	20 820	390	8 200	11 260	n.c.
	1993	n.c.	9 490	6 520	16 010	250	6 430	8 590	n.c.
	1994	n.c.	13 120	6 540	19 660	380	7 790	10 560	n.c.
	1995	n.c.	11 280	3 820	15 110	200	6 050	8 150	n.c.
	1996	n.c.	9 840	3 020	12780	170	4 730	7 330	n.c.
	1997	n.c.	10 748	7 466	n.c.	242	n.c.	n.c.	n.c.
Pêches	1992	n.c.	39 980	23 190	63 170	n.c.	7 570	52 260	n.c.
	1993	n.c.	38 030	21 730	59 750	n.c.	5 850	50 670	n.c.
	1994	n.c.	43 640	21 440	65 080	n.c.	5 060	56 420	n.c.
	1995	n.c.	41 000	20 810	61 810	n.c.	8 530	50 090	n.c.
	1996	n.c.	37 750	16 150	53 900	n.c.	7 970	43 170	n.c.
	1997	n.c.	27 993	24 221	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Poires	1992	n.c.	21 150	47 060	68 210	260	5 290	59 520	n.c.
	1993	n.c.	18 130	51 000	69 130	680	4 090	61 140	n.c.
	1994	n.c.	15 790	59 150	74 940	360	4 250	66 810	n.c.
	1995	n.c.	15 900	57 970	73 870	790	2 250	67 290	n.c.
	1996	n.c.	14 960	58 230	73 190	590	3 630	65 520	n.c.
	1997	n.c.	15 610	64 910	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Coings	1992	n.c.	n.c.	70	70	n.c.	n.c.	70	n.c.
	1993	n.c.	n.c.	200	200	n.c.	n.c.	190	n.c.
	1994	n.c.	n.c.	120	120	n.c.	n.c.	120	n.c.
	1995	n.c.	n.c.	100	100	n.c.	n.c.	100	n.c.
	1996	n.c.	n.c.	210	210	n.c.	n.c.	190	n.c.
	1997	n.c.	n.c.	213	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Prunes à pruneaux	1992	n.c.	3 150	28 860	32 000	20	120	30 270	n.c.
	1993	n.c.	2 900	25 570	28 460	20	110	26 920	n.c.
	1994	n.c.	3 880	27 460	31 340	60	170	29 560	n.c.
	1995	n.c.	5 040	17 200	22 240	40	50	21 040	n.c.
	1996	n.c.	4 870	25 260	30 130	10	130	28 490	n.c.
	1997	n.c.	3 790	26 837	n.c.	17	n.c.	n.c.	n.c.

^a Chiffres arrondis à une dizaine de tonnes près.

Source: "La consommation alimentaire au Canada, Partie II, 1996", numéro de catalogue 32-320, Statistique Canada.

TABLEAU 8

Haricots secs

(en milliers de tonnes métriques)			
Campagne agricole	Production	Importations	Exportations
1992/93	73,2	16,5	80,4
1993/94	130,8	15,3	110,0
1994/95	170,7	18,0	129,1
1995/96	200,4	19,1	173,2
1996/97	123,2	26,3	123,1

Source: La "Revue des céréales et des graines oléagineuses", numéro de catalogue 22-007, Statistique Canada (éditions de décembre 1997, décembre 1996, décembre 1995 et décembre 1994). Les haricots secs correspondent notamment aux positions suivantes du SH: 0713.31, 0713.32, 0713.33, 0713.39, 0713.50 et 0713.90 [haricots mungo; haricots grain de riz ou adzuki; haricots ronds blancs; haricots communs ainsi que féveroles à gros grains et à grains moyens].
